

UNNI KJAERNES, MARK HARVEY, ALAN WARDE, **Trust in food : A comparative and institutional analysis**

New York, Palgrave Macmillan, 2007, 240 p.

Quels sont les mécanismes sociaux et politiques qui sous-tendent la confiance alimentaire dans les sociétés modernes ? C'est à cette question ambitieuse qu'Unni Kjaernes, Mark Harvey et Alan Warde proposent de répondre dans leur ouvrage *Trust in Food*, publié récemment aux éditions Palgrave Macmillan. Pour les lecteurs qui ne connaissent pas encore ces auteurs, il convient de préciser que ceux-ci comptent sans doute aujourd'hui parmi les chercheurs anglo-saxons les plus influents dans le domaine de la sociologie de la consommation – et plus particulièrement, dans le domaine de la sociologie de l'alimentation. L'ouvrage résulte pour l'essentiel d'une large étude comparative sur la « confiance alimentaire » dans six pays européens (Allemagne, Danemark, Grande-Bretagne, Italie, Norvège et Portugal). Dans le contexte de crise récurrente qui caractérise les systèmes alimentaires européens depuis le milieu des années 90, le choix de la thématique de la confiance dans une perspective institutionnelle et comparative apparaît *a priori* tout à fait opportun. Si l'échantillon de pays européens permet certainement de garantir une certaine diversité dans la représentation des systèmes alimentaires étudiés, on peut toutefois regretter l'absence de la France dans l'analyse – compte tenu de la place particulière que nos compatriotes accordent à l'alimentation, mais aussi des collaborations scientifiques qui existent de longue date entre ces auteurs et certains de nos collègues hexagonaux. Dans le cadre de cet ouvrage, les auteurs cherchent à comprendre et à théoriser les mécanismes socio-politiques qui permettent d'expliquer les variations les plus significatives de la confiance des populations dans leur alimentation. En effet, comme le soulignent justement les auteurs, la « confiance alimentaire » ne varie pas seulement d'un individu à l'autre, mais aussi d'un espace socioculturel et temporel à l'autre. En d'autres termes, la confiance alimentaire à l'intérieur d'une société donnée est susceptible de variations qui ne peuvent pas seulement être expliquées par des facteurs anthropologiques universaux, ni par des facteurs subjectifs individuels. C'est pourquoi, la confiance dans un système alimentaire n'est jamais définitive : un climat de confiance peut vite laisser la place à une situation de défiance dont les conséquences sociales et économiques se sont parfois avérées dramatiques (et *vice versa*). Aussi, contre les approches cognitivistes et individualistes dont ils jugent – non sans certaines contradictions – les apports insuffisants pour rendre compte de la composante fiduciaire (adjectif dérivé du latin *fiducia* : « qui repose sur la confiance publique ») dans les sociétés contemporaines, Alan Warde et ses collègues proposent dans la tradition sociologique d'envisager la confiance alimentaire comme une propriété émergente des relations sociales dans un espace institutionnel donné.

A la manière d'une thèse, l'ouvrage comporte une dizaine de chapitres dans lesquels les auteurs traitent successivement les aspects théoriques, bibliographiques, épistémologiques, méthodologiques, empiriques et discursifs de leur travail de recherche. Dans l'introduction, les auteurs rappellent avec raison que la confiance est un concept interdisciplinaire qui occupe une place importante dans les sciences humaines et sociales. L'intérêt des universitaires – économistes, psychologues ou socio-anthropologues – pour cette dimension des relations humaines est en effet relativement ancien puisque de nombreux travaux classiques en sciences sociales abordent la question fiduciaire. En sociologie, plusieurs auteurs contemporains majeurs – à l'instar de Niklas Luhmann ou d'Anthony Giddens – ont plus récemment fait

de la confiance une variable centrale de leurs théories de l'organisation et de l'activité sociale. D'une manière générale, les auteurs de *Trust in Food* accordent une place importante à ces travaux théoriques dont ils cherchent à transposer les principaux cadres d'analyse au domaine de l'alimentation humaine. Leur revue de la littérature montre toutefois que la prise en compte de la dimension fiduciaire dans l'étude psychologique, économique ou sociologique des comportements alimentaires a été relativement tardive. L'une des premières réflexions sur la confiance alimentaire (qui n'est malheureusement pas citée) peut être attribuée au psychologue américain Paul Rozin. Dans son désormais célèbre « *paradoxe de l'omnivore* » – repris et prolongé en France par Claude Fischler –, Paul Rozin avance l'hypothèse selon laquelle la méfiance constituerait une caractéristique fondamentale universelle du rapport de l'Homme à l'alimentation. Il convient, en effet, de rappeler que les intoxications alimentaires constituaient jusqu'à une époque récente l'une des principales causes de mortalité chez l'*homo-sapiens*. Dans une perspective évolutionniste, on peut aisément comprendre pourquoi les gens se méfient de leur alimentation, dans la mesure où une confiance aveugle dans l'innocuité constituerait irrémédiablement une prédisposition très favorable aux opportunités d'empoisonnement. En effet, il est sans aucun doute beaucoup plus avantageux, d'un point de vue adaptatif, de se méfier de la nourriture que de lui faire confiance. Au-delà de ces considérations bio-anthropologiques, le principal enjeu de l'analyse sociologique – telle que les auteurs la mettent en œuvre – est de mettre en évidence les conditions et les circonstances politiques dans lesquelles la confiance/méfiance alimentaire tend à se manifester de manière plus ou moins aiguë.

Fondamentalement, l'idée centrale qui est présentée et discutée tout au long de l'ouvrage est que la « confiance alimentaire » serait le produit des relations sociales qui s'établissent entre trois principaux types d'acteurs institutionnels : les consommateurs (notamment à travers leurs représentants associatifs), les acteurs de marché (vendeurs, producteurs, distributeurs, transformateurs, etc.) et les acteurs de régulation (gouvernements, administrations, agences nationales et internationales, etc.). Pour commencer, Alan Warde et ses collègues posent l'hypothèse selon laquelle les différentes formes de configuration institutionnelle génèrent des formes différentes de confiance. Les auteurs prennent toutefois le soin de distinguer deux types de « confiance alimentaire » dont ils pensent qu'ils peuvent éventuellement coexister sur un mode antagoniste ou complémentaire. Il s'agit, d'une part, de la confiance interpersonnelle qui résulte de relations directes entre les consommateurs et les distributeurs alimentaires. On notera que cette forme de confiance qui prédomine dans les systèmes alimentaires traditionnels – notamment dans les pays en développement – se caractérise par l'existence d'une multitude de petits producteurs et de petits distributeurs locaux de proximité (boutiques, échoppes, marchés) dont l'offre est relativement restreinte. Dans ces systèmes, les relations sociales qui se développent autour de l'alimentation sont généralement marquées par le localisme, la familiarité, l'inter-connaissance, l'appartenance religieuse, ethnique ou communautaire. Il s'agit, d'autre part, de la confiance impersonnelle qui tend à prévaloir dans les systèmes alimentaires modernes qui caractérisent les pays développés. Cette seconde forme de confiance résulte de la perception dominante qu'ont les consommateurs du comportement des acteurs de marché et de régulation, ainsi que de la nature des relations qu'entretiennent les acteurs institutionnels. Ces relations peuvent en effet être marquées par une plus ou moins grande indépendance (ou, au contraire, une plus ou moins grande connivence) qui conditionne probablement dans une large mesure la performance du système. Ainsi, la perspective institutionnelle privilégiée par les auteurs dans l'ouvrage consiste à étudier, d'une part, la

structure du système d'approvisionnement alimentaire qui domine dans chacun des pays – lequel se caractérise par une concentration plus ou moins grande de l'offre alimentaire – et, d'autre part, les relations entre les acteurs de marché et les acteurs de régulation dont la nature peut être très différente. En la matière, les auteurs notent que les systèmes alimentaires européens présentent, de fait, une relative diversité des modes de régulation alimentaire, lesquels se traduisent par un laissez-faire, un paternalisme, un patriotisme, une transparence ou une indépendance, très variables d'un pays à l'autre.

Pratiquement, pour tester leurs hypothèses et étudier les influences des structures et des relations institutionnelles sur la confiance alimentaire, les auteurs réalisent une série d'enquêtes quantitatives par questionnaire auprès d'échantillons représentatifs de la population nationale des six pays. Les données collectées portent essentiellement sur le niveau de confiance des personnes interrogées dans l'innocuité des produits alimentaires qu'ils consomment, ainsi que sur la confiance vis-à-vis de différents acteurs institutionnels (pouvoirs publics, associations de consommateurs, industries agroalimentaires, etc.) pour leur dire la vérité en cas de nouvelle crise sanitaire. Au-delà des critiques (fondamentales) que l'on pourrait adresser à l'utilisation de tel type d'indicateurs de confiance plutôt qu'un autre – le recours à des enquêtes d'opinion *ad hoc* est ici relativement étonnant compte tenu du fait que les auteurs affirment rejeter l'individualisme méthodologique – les données de leurs enquêtes indiquent qu'il existe un clivage géographique entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. D'une manière générale, les pays nordiques (Grande-Bretagne, Norvège et Danemark) se caractérisent en effet par un niveau de confiance alimentaire très supérieur à celui des pays méditerranéens (Portugal et Italie), l'Allemagne occupant une position intermédiaire entre ces deux aires. Le résultat le plus surprenant est probablement que le pays européen le plus affecté par les crises sanitaires récentes – la Grande-Bretagne – est aussi paradoxalement celui dans lequel la confiance dans la sécurité alimentaire est la plus grande ! Inversement, l'Italie qui a fait de la qualité de sa production alimentaire une composante de son identité culturelle apparaît comme le pays européen dans lequel la méfiance est la plus forte. Comment expliquer le clivage Nord-Sud en matière de confiance alimentaire ? Pour les auteurs, il apparaît clairement que la structure nationale de l'approvisionnement alimentaire ne permet pas de rendre compte à elle seule des variations observées. Si la proximité et la variété de l'approvisionnement alimentaire permettaient d'expliquer des différences dans la confiance, on devrait s'attendre à ce que la confiance soit plus importante dans les régions méridionales. Or, tel n'est pas le cas, si l'on en croit les données de l'enquête.

Kjaernes, Harvey et Warde proposent ainsi d'examiner de plus près la nature des relations institutionnelles entre les acteurs de marché et de régulation. Malgré la singularité des systèmes alimentaires qu'ils étudient, l'analyse minutieuse des modes d'interaction entre ces deux types d'acteurs dans chaque pays permet aux auteurs de mettre en évidence une propriété remarquable des relations institutionnelles : la confiance des populations dans la qualité sanitaire des aliments qu'ils consomment est paradoxalement plus grande dans les sociétés dans lesquelles la méfiance tend à être institutionnalisée à travers une série de mesures de contrôle et de surveillance des acteurs de la production et de la distribution alimentaires. Ces mesures se traduisent par la mise en place d'un ensemble de dispositions contraignantes pour les activités marchandes : assurance qualité, traçabilité des produits, indépendance des organes de contrôle, transparence et normalisation des procédures, etc. Ainsi, il existerait une sorte d'homéostasie sociale de la confiance alimentaire : les systèmes

qui se caractérisent par des relations de confiance réciproque entre les acteurs institutionnels seraient plus anxiogènes pour les consommateurs. C'est pourquoi – malgré une succession impressionnante de crises sanitaires – le système alimentaire britannique jouirait, grâce aux changements institutionnels majeurs opérés au cours de la dernière décennie, d'une confiance sans égale en Europe. Inversement, le système alimentaire italien favoriserait une forte propension à la méfiance, liée à des formes de connivence institutionnelle manifestes entre les autorités et l'industrie agroalimentaire nationale.

Au final, le principal intérêt de l'ouvrage est de poser les bases d'une théorie sociologique de la confiance alimentaire à travers une démarche originale qui consiste à croiser des données individuelles (micro) et structurelles (macro). La méthode retenue n'est toutefois pas exempte de critiques, dans la mesure où les auteurs se contentent d'une analyse du phénomène qui reste fondamentalement institutionnaliste et, donc, réductrice. Ainsi, en limitant le problème de la « confiance alimentaire » à la seule question de la confiance dans l'innocuité biologique de la nourriture, il me semble que les auteurs manifestent involontairement une vision très anglo-saxonne de l'alimentation, qui tend à réduire la nourriture à ses seules propriétés physico-chimiques. Certaines études socio-anthropologiques comparatives réalisées en Europe au cours des dernières années – notamment par Fischler et Masson (2008) – montrent pourtant que les populations du Sud entretiennent généralement une relation beaucoup moins complexée avec leur alimentation que les populations du Nord. Il apparaît également que les méditerranéens ont souvent du mal à dissocier la qualité gustative de la qualité sanitaire des aliments qu'ils consomment, c'est-à-dire pour simplifier de distinguer le bon du sain. Dans cette perspective, l'analyse institutionnelle privilégiée par les auteurs ne permet guère de saisir les éléments de contexte culturel – ou les représentations collectives – qui structurent la perception dominante de l'alimentation et de ses risques. Par exemple, les pays du sud de l'Europe semblent partager, dans une large mesure, une vision de leur modèle alimentaire menacé par une mondialisation et une standardisation croissante des produits. Il n'est donc pas garanti que les Italiens ou les Portugais perçoivent leurs systèmes culinaires comme étant vraiment moins sûrs que ceux de leurs voisins européens, mais plutôt comme étant plus vulnérables face à la globalisation. En d'autres termes, le risque identitaire est probablement aussi important pour ces gens que le risque sanitaire et on ne peut pas exclure que ce dernier soit mobilisé comme une ressource politique dans l'opposition à des changements perçus comme indésirables (notamment, l'utilisation des biotechnologies et de méthodes productivistes intensives). Pour conclure, si les auteurs proposent une contribution originale et intéressante à l'explication des attitudes des consommateurs vis-à-vis des risques, il me semble qu'une analyse sociologique moins étroite de la « confiance alimentaire » reste encore à faire.

Jocelyn RAUDE

Ecole des hautes études en santé publique, Rennes

Bibliographie

Fischler C., Masson E. (dir.) (2008) *Manger. Français, Européens et Américains face à l'alimentation*, Paris, Odile Jacob, 336 p.